

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019-2020

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**



Construction de Défense Canada
Défense Construction Canada

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Indicateurs du rendement opérationnel</i>	2
4.0 <i>Gestion des risques</i>	3
5.0 <i>Résultats financiers</i>	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	15

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2019 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2019. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2018-2019* »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée, communément appelée Construction de Défense Canada ou CDC, est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation des marchés, de construction, de gestion de marchés, d'infrastructure et d'environnement, et de soutien tout au long du cycle de vie des infrastructures, en réponse aux besoins de défense du Canada. La Société compte deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada (SPC) dans le cadre de l'agrandissement du centre des données électroniques à la Base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs de services suivants.

SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'obtention de biens, de services professionnels et de services de construction et d'entretien en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN, et la gestion d'ententes de partenariat public-privé pour le CST et Services partagés Canada.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière de rendement environnemental, à se conformer aux exigences de la réglementation et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes fournit des conseils en ce qui concerne, notamment, les exigences relatives aux infrastructures, la planification des programmes ainsi que le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

Le secteur des Services de gestion des biens immobiliers veille au bon entretien des infrastructures du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique tout au long de leur cycle de vie.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures de travail directement consacrées à la prestation de services et pouvant être facturées aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire. Il s'agit là d'un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de produits, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

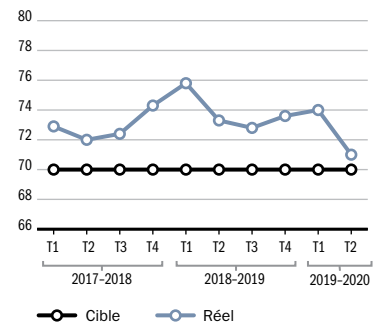
Pour le deuxième trimestre de 2019-2020, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 71 %, en baisse par rapport aux 73,2 % de la période correspondante de 2018-2019. Cette baisse est surtout attribuable au déploiement plus lent que prévu du programme du MDN ainsi qu'à des problèmes informatiques survenus en septembre 2019, ce qui a donné lieu à une perte de productivité.

3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

Le maintien d'un effectif qualifié et professionnel est l'un des principaux objectifs de la Société. Pour 2019-2020, CDC s'est fixé l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif comprend tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.

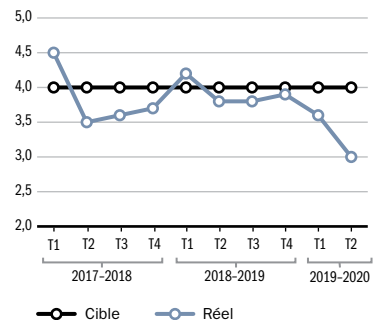
Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



Pour le deuxième trimestre de 2019-2020, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale se chiffre à 3,0 %, contre 3,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est due au calendrier de formation interne.

4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2018-2019* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport intermédiaire conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier intermédiaire a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du deuxième trimestre renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2019. Toute mention de l'exercice à ce jour renvoie au semestre clos le 30 septembre 2019. Toute mention du deuxième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2018. Toute mention du cumul de l'exercice précédent renvoie au semestre clos le 30 septembre 2018. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2019.

5.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 26,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 279 000 \$, soit environ 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élèvent à 56,5 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars, soit environ 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Ces hausses du deuxième trimestre sont attribuables à la majoration de 3,5 % des taux de facturation pour tous les secteurs de services par rapport à l'exercice précédent et à la demande variable pour certains services de la part du MDN.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés des Services de gestion des marchés ont augmenté de 2 % au deuxième trimestre et de 4 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les hausses du deuxième trimestre et de l'exercice à ce jour témoignent de la majoration des taux de facturation contrebalancée par la demande variable de la part des clients-partenaires. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Les produits tirés des Services de gestion des projets et des programmes ont progressé de 5 % pour le deuxième trimestre et de 7 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées pour le deuxième trimestre et l'exercice à ce jour sont attribuables à des taux de facturation majorés et à une demande accrue du MDN pour ces services.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés des Services de gestion des biens immobiliers ont diminué de 6 % au deuxième trimestre et de 2 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces diminutions résultent de la baisse de la demande pour ces services comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, contrebalancée par des taux de facturation plus élevés.

SERVICES DES MARCHÉS

Les produits tirés des Services des marchés ont diminué de 5 % pour le deuxième trimestre et augmenté de 4 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution du deuxième trimestre est attribuable à la baisse de la demande de la part du MDN, contrebalancée en partie par des taux de facturation plus élevés. L'augmentation de l'exercice à ce jour est liée à la majoration des taux de facturation.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont diminué de 7 % pour le deuxième trimestre et de 3 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces diminutions sont attribuables à la baisse de la demande pour ce service par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Les produits tirés des Services environnementaux ont augmenté de 5 % au deuxième trimestre et de 5 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la majoration des taux de facturation et la demande accrue du MDN pour ce service. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Gestion des marchés	11 995 \$	11 727 \$	268	2 %	24 887 \$	23 990 \$	897	4 %
Gestions des projets et programmes	7 239	6 908	331	5 %	15 590	14 526	1 064	7 %
Gestion des biens immobiliers	2 272	2 424	(152)	-6 %	4 778	4 896	(118)	-2 %
Soutien technique en matière de construction	1 719	1 849	(130)	-7 %	3 772	3 871	(99)	-3 %
Services des marchés	2 038	2 154	(116)	-5 %	4 348	4 189	159	4 %
Services environnementaux	1 529	1 451	78	5 %	3 145	2 994	151	5 %
	26 792 \$	26 513 \$	279	1 %	56 520 \$	54 466 \$	2 054	4 %

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 1,5 million de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 465 000 \$, ou environ 46 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les recouvrements totalisent 1,9 million de dollars, en hausse de 30 000 \$ par rapport au cumul de l'exercice précédent. Ces variations sont liées au moment où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Frais de déplacement et décaissements recouverts	1 476 \$	1 011 \$	465	46 %	1 872 \$	1 842 \$	30	2 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 31 000 \$, ou 21 %, au deuxième trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à des taux d'intérêt et soldes moyens mensuels des fonds du compte bancaire plus élevés qu'à l'exercice précédent.

Pour l'exercice à ce jour, les produits d'intérêts ont augmenté de 63 000 \$, ou 21 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à des taux d'intérêt et soldes moyens mensuels des fonds détenus dans le compte bancaire plus élevés qu'à l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits financiers	176 \$	145 \$	31	21 %	363 \$	300 \$	63	21 %

PRODUITS LOCATIFS

Les produits locatifs sont comptabilisés au titre du recouvrement de paiements locatifs auprès du client par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, à compter du 1^{er} avril 2019.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits locatifs	221 \$	0 \$	221	100 %	443 \$	0 \$	443	100 %

5.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires totalisent 19,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 391 000 \$, ou environ 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les salaires totalisent 41,9 millions de dollars, en hausse de 2,4 millions de dollars, ou environ 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le barème salarial a été majoré de 3,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une hausse de 1,5 % du coût de la vie et d'une majoration moyenne de 2 % du salaire liée au rendement. De plus, l'effectif en équivalents temps plein (ETP) a augmenté d'environ 2 %, ou 17 ETP, par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

Les charges sociales totalisent 5,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 513 000 \$, ou environ 10 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement liée à l'augmentation du coût des avantages sociaux.

Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 11 millions de dollars, en hausse de 406 000 \$, ou environ 4 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du coût des prestations sociales par rapport à l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Salaires	19 781 \$	19 390 \$	391	2 %	41 915 \$	39 459 \$	2 456	6 %
Charges sociales	5 539	5 026	513	10 %	11 021	10 615	406	4 %
	25 320 \$	24 416 \$	904	4 %	52 936 \$	50 074 \$	2 862	6 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	28 %	26 %			26 %	27 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019-2020, en hausse de 1,0 million de dollars, ou 53 %, par rapport au deuxième trimestre de 2018-2019. Pour l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration ont augmenté de 1,1 million de dollars, soit d'environ 29 %. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019 <i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Honoraires	724 \$	189 \$	535	283 %	1 253 \$	401 \$	852	212 %	La hausse pour les deux périodes est due aux coûts de la migration des serveurs informatiques vers l'infonuagique en 2019-2020.
Formation et perfectionnement	162	257	(95)	-37 %	484	551	(67)	-12 %	La baisse pour les deux périodes est liée à l'échéancier d'engagement des frais de formation.
Entretien des logiciels	262	334	(72)	-22 %	553	679	(126)	-19 %	La baisse pour les deux périodes est due au reclassement de l'infonuagique dans une catégorie de charges séparée.
Coûts de fonctionnement d'installations louées	249	–	249	100 %	469	–	469	100 %	Avec l'adoption d'IFRS 16 <i>Contrats de location</i> , la comptabilisation des charges locatives et des charges de fonctionnement de 2019-2020 a changé. Aux exercices précédents, les charges locatives incluaient les loyers de base ainsi que les coûts de fonctionnement et les taxes.
Loyers	–	460	(460)	-100 %	–	883	(883)	-100 %	Pour l'exercice en cours et dorénavant, le loyer de base est inscrit en tant qu'actif lié au droit d'utilisation avec comptabilisation d'un passif correspondant. L'actif est amorti et n'est plus inclus dans les charges opérationnelles et frais d'administration. Seuls les coûts de fonctionnement et les taxes figurent dans les charges opérationnelles et frais d'administration.
Téléphonie et communications	226	176	50	28 %	417	373	44	12 %	La hausse pour les deux périodes tient à un nombre accru d'utilisateurs de téléphones cellulaires.
Frais de déplacement	100	73	27	37 %	266	238	28	12 %	La hausse pour les deux périodes tient aux moments auxquels les déplacements ont été effectués.
Services, fournitures et matériel de bureau	100	62	38	61 %	163	114	49	43 %	La hausse pour les deux périodes s'explique par une plus grande demande de services, fournitures et matériel de bureau par rapport à l'exercice précédent.
Infonuagique	241	26	215	827 %	292	26	266	1 023 %	La hausse pour les deux périodes est due à la comptabilisation des services infonuagiques séparément des contrats d'entretien de logiciels et à la migration des serveurs informatiques vers l'infonuagique.
Location de matériel	194	29	165	569 %	242	32	210	656 %	La hausse pour les deux périodes est liée au fait que, désormais, CDC prend en location les appareils informatiques personnels plutôt que de les acheter et de les inscrire à l'actif.
Réinstallations	192	39	153	392 %	230	54	176	326 %	La hausse pour les deux périodes est due aux détachements temporaires et permanents de personnel en réponse à la demande du client.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

	Trimestre clos le 30 septembre 2019 <i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Accueil	44	33	11	33 %	77	82	(5)	-6 %	Les variations pour les deux périodes sont attribuables au calendrier des réunions internes qui ont nécessité des dépenses liées à l'accueil.
Services client et communications	32	31	1	3 %	50	60	(10)	-17 %	Les variations pour les deux périodes sont liées aux moments auxquels les frais de communications ont été engagés.
Impression et papeterie	19	24	(5)	-21 %	34	37	(3)	-8 %	Les diminutions pour les deux périodes sont liées à la baisse de la demande en impression et papeterie.
Mobilier et agencements	193	27	166	615 %	205	48	157	327 %	La hausse pour les deux périodes tient à l'achat de mobilier neuf pour les bureaux régionaux de l'Ouest et de l'Ontario.
Abonnements et adhésions	21	13	8	62 %	30	30	-	0 %	La variation au deuxième trimestre est attribuable au moment des achats d'abonnements et d'adhésions.
Matériel informatique	9	28	(19)	-68 %	16	34	(18)	-53 %	La variation pour les deux périodes est liée à la baisse de la demande du fait que CDC loue les ordinateurs pour le personnel, ce qui comprend les coûts liés aux logiciels.
Affranchissement et transport de marchandises	6	9	(3)	-33 %	14	15	(1)	-7 %	La variation est négligeable.
Logiciels	5	20	(15)	-75 %	9	37	(28)	-76 %	La baisse pour les deux périodes tient à ce que CDC loue désormais la plupart des appareils informatiques du personnel, ce qui comprend les coûts liés aux logiciels.
Recrutement	19	6	13	217 %	22	33	(11)	-33 %	La hausse au deuxième trimestre est liée au moment où les frais de recrutement ont été engagés. La baisse pour le premier semestre tient au moindre recours à des services de recrutement externes.
Autres	8	4	4	100 %	11	19	(8)	-42 %	La hausse au deuxième trimestre est liée aux frais d'amélioration locative. La diminution pour le cumul de l'exercice est attribuable aux coûts d'aliénation des biens informatiques par suite de l'adoption d'un programme de location d'appareils informatiques.
	2 806 \$	1 840 \$	966	53 %	4 837 \$	3 746 \$	1 091	29 %	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements sont les charges engagées par la Société pour des déplacements et d'autres décaissements liés aux travaux réalisés pour le MDN. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 1,3 million de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 243 000 \$, ou environ 24 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les frais de déplacement et décaissements totalisent 1,9 million de dollars, en hausse de 30 000 \$, ou environ 2 %, par rapport à l'exercice précédent. Ces variations sont liées aux moments où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Frais de déplacement et décaissements	1 254 \$	1 011 \$	243	24 %	1 872 \$	1 842 \$	30	2 %

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a augmenté de 132 %, ou 396 000 \$, pour le deuxième trimestre, et de 121 %, ou 751 000 \$, pour le cumul de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse de l'amortissement des immobilisations corporelles tient à l'ajout d'actifs liés au droit d'utilisation en conséquence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, à compter du 1^{er} avril 2019, contrebalancée par une diminution de l'amortissement des immobilisations corporelles. Cette diminution s'explique par le fait que la Société prend désormais en location son matériel informatique, ce qui lui a permis de réduire ses investissements dans ce type de biens. La baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles tient au fait que, désormais, la Société privilégie les « logiciels à la demande » à leur acquisition proprement dite.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	539 \$	- \$	539	100 %	1 052 \$	- \$	1 052	100 %
Amortissement des immobilisations corporelles	116	242	(126)	-52 %	237	501	(264)	-53 %
Amortissement des actifs loués	21	23	(2)	9 %	40	47	(7)	15 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	20	35	(15)	-43 %	41	71	(30)	-42 %
	696 \$	300 \$	396	132 %	1 370 \$	619 \$	751	121 %

5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

La Société a subi une perte nette et globale de 1,5 million de dollars au deuxième trimestre, contre un bénéfice net et global de 101 000 \$ pour la même période de l'exercice précédent, soit une baisse de 1 348 %. Pour le cumul de l'exercice, la Société a subi une perte nette de 1,9 million de dollars, contre un bénéfice net de 325 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice précédent. Les pertes subies pour les deux périodes sont attribuables à un plus faible taux d'utilisation du personnel en raison de la mise en œuvre plus lente du programme, et à une perte de productivité liée aux problèmes informatiques en septembre, qui a fait monter les charges salariales indirectes. Les charges opérationnelles et frais d'administration ont également augmenté par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Résultat net et résultat global	(1 462) \$	101 \$	(1 361)	-1 348 %	(1 915) \$	325 \$	(1 590)	-489 %

5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2018-2019*.

TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 26,2 millions de dollars au 30 septembre 2019, en baisse de 2 millions de dollars par rapport au 31 mars 2019. La baisse est due en partie à une hausse des créances clients et au calendrier de réception des paiements provenant des clients-partenaires.

Au 30 septembre 2019, le solde de trésorerie s'élève à 9,8 millions de dollars, en baisse de 216 000 \$, ou 2 %, par rapport à la clôture de 2018-2019. Au cours du semestre qui a suivi le 31 mars 2019, la Société a affecté 613 000 \$ de trésorerie à des activités de fonctionnement, investi 883 000 \$ dans des immobilisations corporelles, racheté 1,7 million de dollars de placements et dépensé 1,1 million de dollars pour s'acquitter d'obligations locatives.

Au 30 septembre 2019, les placements (courants et non courants) totalisent 16,4 millions de dollars, en baisse de 1,8 million de dollars par rapport à la clôture de 2018-2019. Cette baisse tient surtout au rachat de placements dont les fonds sont réaffectés aux activités. Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus satisfont aux exigences de la politique que le Conseil d'administration a approuvée. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à l'un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 30 septembre 2019, les créances clients se chiffrent à 24,4 millions de dollars, en hausse de 3,1 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au 31 mars 2019. Cette augmentation découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN. La perception de l'ensemble de ces créances semble assurée.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 19,2 millions de dollars au 30 septembre 2019, en hausse de 2,6 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au 31 mars 2019. Cette hausse des passifs courants découle essentiellement de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* et du montant constaté au titre de la partie courante de l'obligation locative, ainsi que d'une augmentation des dettes fournisseurs découlant de l'échéancier. A également joué dans cette hausse la comptabilisation de produits différés tirés d'un contrat à forfait.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

(en milliers de dollars)	Au 30 septembre 2019	Au 31 mars 2019	Variation	
			\$	%
Trésorerie	9 850 \$	10 066 \$	(216)	-2 %
Placements	16 352	18 104	(1 752)	-10 %
Trésorerie et placements	26 202 \$	28 170 \$	(1 968)	-7 %
Créances clients	24 404 \$	21 321 \$	3 083	14 %
Passifs courants	19 205 \$	16 607 \$	2 598	16 %

5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités, estimation qui est établie tous les trois ans par un actuair. Au 30 septembre 2019, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 29,5 millions de dollars, en hausse de 1,3 million de dollars, ou 5 %, par rapport à la clôture de 2018-2019. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

(en milliers de dollars)	Au 30 septembre 2019	Au 31 mars 2019	Variation	
			\$	%
Partie courante	2 954 \$	2 863 \$	91	3 %
Partie non courante	26 585	25 335	1 250	5 %
Total des avantages du personnel	29 539 \$	28 198 \$	1 341	5 %

5.7 ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

La Société loue des locaux à bureau, des installations pour l'équipement informatique et des copieurs multifonctionnels. Les actifs loués ont été reclassés à titre d'actifs liés au droit d'utilisation au 1^{er} avril 2019. La baisse à compter du 1^{er} avril 2019 est due aux amortissements.

(en milliers de dollars)

Actifs liés au droit d'utilisation – Adoption d'IFRS 16 Contrats de location	8 501 \$
Actifs loués existants	141
Solde d'ouverture : Actifs liés au droit d'utilisation au 1^{er} avril 2019	8 642 \$
Plus les acquisitions	675
Moins l'amortissement	(1 093)
Solde de fermeture au 30 septembre 2019	8 224 \$

5.8 OBLIGATION LOCATIVE

L'obligation locative se rapporte aux actifs liés au droit d'utilisation ainsi qu'aux obligations liées à des contrats de location-financement.

(en milliers de dollars)

Obligation locative – Adoption d'IFRS 16 Contrats de location	8 501 \$
Obligations liées à des contrats de location-financement existants, reclassifiées	147
Solde d'ouverture : Obligation locative au 1^{er} avril 2019	8 648 \$
Moins les paiements de la période	(1 102)
Plus l'ajout des actifs liés au droit d'utilisation	675
Plus l'intérêt sur l'obligation	97
Solde de fermeture au 30 septembre 2019	8 318 \$

ANALYSE MENSUELLE

(en milliers de dollars)

1 an ou moins	1 048 \$
De 1 à 2 ans	810
De 2 à 5 ans	3 679
Plus de 5 ans	2 781
Total	8 318 \$

5.9 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

La seule activité d'investissement de la Société au deuxième trimestre est relative à l'ajout d'actifs liés au droit d'utilisation. La note 5 des états financiers présente plus de détails sur l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*. L'augmentation des dépenses d'investissement est liée au coût des améliorations locatives apportées au bureau régional de l'Ontario.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Actifs liés au droit d'utilisation	675 \$	– \$	675	100 %	9 175 \$	– \$	9 175	100 %
Immobilisations incorporelles	–	13	(13)	-100 %	–	13	(13)	-100 %
Matériel informatique	–	–	–	0 %	–	–	–	0 %
Mobilier et équipement	–	–	–	0 %	–	4	(4)	-100 %
Améliorations locatives	209	–	209	100 %	209	–	209	100 %
	884 \$	13 \$	871	99 %	9 384 \$	17 \$	9 367	99 %

5.10 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

De façon générale, les résultats réels de la Société pour le semestre clos le 30 septembre 2019 sont inférieurs aux projections du Plan d'entreprise (le « Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont de 9 % inférieurs aux projections du Plan. Ce recul s'explique par une diminution de la demande de services de la part du MDN plus marquée que ce qui avait été prévu dans le Plan ainsi que par une baisse attribuable en partie aux problèmes informatiques survenus en septembre.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard sont de 45 % supérieurs au Plan en raison des moments où sont engagés les frais de déplacement et les décaissements en lien avec le travail exécuté par la Société au nom du MDN.

Les produits financiers sont supérieurs au Plan en raison d'un rendement de la trésorerie détenue dans le compte qui s'est révélé supérieur aux attentes.

Des produits locatifs de 443 000 \$ tirés de la sous-location d'un actif lié au droit d'utilisation ont été comptabilisés et recouverts du MDN par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

Les salaires et charges sociales sont inférieurs de 5 % aux projections du Plan en raison d'une baisse de la demande.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 26 % inférieurs aux projections, en raison du calendrier d'engagement des frais de migration des serveurs informatiques vers l'infonuagique et de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

La dotation aux amortissements est de 225 % supérieure aux projections en raison de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

Les dépenses d'investissement ont été de 20 % inférieures aux projections, en raison principalement de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* et un retard quant aux rénovations de la propriété louée par le siège social. Le montant inscrit à l'actif pour les contrats de location est inférieur au montant prévu dans le Plan. La baisse s'explique en outre par le fait que la Société a commencé à prendre ses appareils informatiques personnels en location au lieu d'en faire l'acquisition.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	56 520 \$	62 101 \$	(5 581)	-9 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	1 872	1 294	578	45 %
Produits financiers	363	325	38	12 %
Produits locatifs	443	–	443	100 %
	59 198	63 720	(4 522)	-7 %
Charges				
Salaires et charges sociales	52 937	55 782	(2 845)	-5 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	4 837	6 562	(1 725)	-26 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrables	1 872	1 294	578	45 %
Dotations aux amortissements	1 467	451	1 016	225%
	61 113	64 089	(2 976)	-5 %
Perte nette et globale	(1 915) \$	(369) \$	(1 546)	419 %
Dépenses d'investissement	9 384 \$	11 678 \$	(2 294)	-20 %

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS
NON AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier intermédiaire concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par :
Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Original signé par :
Juliet S. Woodfield, FCPA, FCA
Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances

Ottawa, Canada
Le 10 janvier 2020

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 30 septembre 2019	Au 31 mars 2019
Actif			
Trésorerie		9 850 \$	10 066 \$
Placements	7	2 381	2 502
Créances clients		24 404	21 321
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 442	1 487
Autres créances		1 724	1 805
Actifs courants		39 801	37 181
Placements	7	13 971	15 602
Actifs liés au droit d'utilisation	10	8 123	-
Immobilisations corporelles	9	811	838
Immobilisations incorporelles		90	131
Actifs loués		101	141
Actifs non courants		23 096	16 712
Total de l'actif		62 897 \$	53 893 \$
Passif			
Fournisseurs et dettes diverses		14 009 \$	13 664 \$
Produits différés	8	1 062	-
Partie courante de l'obligation locative liée au droit d'utilisation	11	1 100	-
Partie courante des obligations liées à des contrats de location		80	80
Partie courante des avantages du personnel	12	2 954	2 863
Passifs courants		19 205	16 607
Obligation locative au titre du droit d'utilisation	11	7 111	-
Obligations liées à des contrats de location		27	67
Avantages du personnel	12	26 585	25 335
Passifs non courants		33 723	25 402
Total du passif		52 928	42 009
Capitaux propres			
Capital-actions :			
Autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale			
Capital émis : 32 actions ordinaires			
		-	-
Résultats non distribués		9 969	11 884
Total des capitaux propres		9 969	11 884
Total du passif et des capitaux propres		62 897 \$	53 893 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018
Produits tirés des services facturés		26 792 \$	26 513 \$	56 520 \$	54 466 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	13	1 476	1 011	1 872	1 842
Produits locatifs		221	–	443	–
Produits financiers		176	145	363	300
Total des produits		28 665	27 669	59 198	56 608
Salaires et charges sociales		25 320	24 416	52 937	50 074
Charges opérationnelles et frais d'administration	14	2 806	1 840	4 837	3 746
Frais de déplacement et décaissements		1 254	1 011	1 872	1 842
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	539	–	1 052	–
Amortissement des immobilisations corporelles	9	116	242	237	501
Amortissement des actifs loués		21	23	40	47
Amortissement des immobilisations incorporelles		20	35	41	71
Charges financières	11	51	1	97	2
Total des charges		30 127	27 568	61 113	56 283
Résultat net de la période et résultat global		(1 462) \$	101 \$	(1 915) \$	325 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

(en milliers de dollars)	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 juin 2019	– \$	11 431 \$	11 431 \$
Résultat net de la période		(1 462)	(1 462)
Solde au 30 septembre 2019	– \$	9 969 \$	9 969 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 juin 2018	– \$	5 422 \$	5 422 \$
Résultat net de la période		101	101
Solde au 30 septembre 2018	– \$	5 523 \$	5 523 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2019	– \$	11 884 \$	11 884 \$
Résultat net de la période		(1 915)	(1 915)
Solde au 30 septembre 2019	– \$	9 969 \$	9 969 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2018	– \$	5 198 \$	5 198 \$
Résultat net de la période		325	325
Solde au 30 septembre 2018	– \$	5 523 \$	5 523 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Note	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Résultat de la période		(1 462) \$	101 \$	(1 915) \$	325 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Charge au titre des avantages du personnel		831	967	1 662	1 934
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	(170)	(149)	(322)	(326)
Amortissement des immobilisations corporelles	9	559	23	1 093	47
Amortissement des immobilisations incorporelles		116	242	236	501
Amortissement des primes d'investissement		20	35	41	71
Intérêts payés sur les obligations locatives		21	23	43	53
Amortissement des primes d'investissement		51	–	97	–
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
Créances clients		2 067	(1 807)	(3 083)	(3 515)
Charges payées d'avance et autres actifs courants		108	225	45	1 268
Autres créances		38	49	81	97
Fournisseurs et dettes diverses		787	1 252	347	(408)
Produits (coûts) différés		1 230	2 786	1 061	1 559
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		4 196	3 747	(614)	1 606
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de placements		–	(98)	(115)	(898)
Rachat de placements		1 824	1 048	1 824	1 686
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	(209)	–	(209)	(4)
Acquisition d'actifs liés au droit d'utilisation	10	(675)	–	(675)	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles		–	(13)	–	(13)
Aliénation des actifs liés droit d'utilisation		–	–	–	–
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		940	937	825	771
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursement d'obligations locatives		(562)	(22)	(1 102)	(42)
Obligations locatives additionnelles		675	–	675	–
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		113	(22)	(427)	(42)
Diminution de la trésorerie au cours de la période		5 249	4 662	(216)	2 335
Trésorerie à l'ouverture de la période		4 601	1 645	10 066	3 972
Trésorerie à la clôture de la période		9 850 \$	6 307 \$	9 850 \$	6 307 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

NOTE 1 : RÉSUMÉ DES POUVOIRS ET DES OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société relève de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat.

La Société a pour mandat de fournir des services d'approvisionnement, de gestion de marchés de construction, de soutien professionnel et d'exploitation, ainsi que de fournir un soutien tout au long du cycle de vie des infrastructures, pour assurer la défense et la sécurité du Canada. Les services de la Société s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (MDN). D'autres ministères et organismes publics jouant un rôle dans la défense et la sécurité du Canada peuvent aussi faire appel à ses services. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation d'honoraires en échange des services fournis.

NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

NOTE 3 : SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2019, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

NOTE 5 : APPLICATION DE NORMES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES

IFRS 16 *CONTRATS DE LOCATION* : Le 1^{er} avril 2019, la Société a commencé à appliquer IFRS 16 *Contrats de location*, selon la méthode d'application rétrospective modifiée. Selon cette méthode, la Société n'applique la norme de manière rétrospective que pour la période courante la plus récente présentée dans les états financiers intermédiaires résumés, et elle comptabilise l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 à titre d'ajustement à l'état de la situation financière d'ouverture au 1^{er} avril 2019. Aussi n'y a-t-il pas eu retraitement des données comparatives de 2018-2019 présentées dans les états financiers intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 septembre 2018, et les contrats de location ont continué d'être comptabilisés selon les méthodes comptables présentées à la note 17 des états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les activités de location de la Société portent essentiellement sur des locaux à bureaux et des copieurs multifonctionnels.

À titre de preneur, la Société classait auparavant les contrats de location comme contrats de location simple ou de location-financement, selon qu'elle estimait que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sous-jacents lui avaient été transférés. Conformément à IFRS 16, la Société comptabilise des actifs liés au droit d'utilisation et des passifs liés à la location pour la majorité de ses contrats de location.

Au moment de la transition, la Société était partie à des contrats de location pour des copieurs multifonctionnels classés comme contrats de location-financement en vertu de la norme précédente IAS 17. La Société a calculé l'obligation locative pour les contrats de location simple existants, autres que les contrats de location à court terme ou de peu de valeur, selon la valeur des paiements de loyer restants, actualisée au taux d'emprunt marginal de la Société au 1^{er} avril 2019. Les actifs liés au droit d'utilisation représentent un montant correspondant à l'obligation locative, ajusté en fonction du montant des loyers payés d'avance ou à payer, d'éventuels incitatifs à la location, des coûts directs initialement engagés s'il en est et de tous frais estimatifs à engager dans la restauration du site ou le démantèlement des actifs sous-jacents.

En choisissant la méthode d'application rétrospective modifiée, la Société a calculé l'obligation locative selon le taux d'emprunt marginal du preneur, lequel se situait dans une fourchette de 3 % à 3,16 % au 1^{er} avril 2019.

Au moment d'appliquer IFRS 16 aux contrats de location précédemment classés comme contrats de location simple au titre d'IAS 17, la Société a eu recours aux mesures de simplification suivantes :

- elle a appliqué un taux d'actualisation unique à tous les contrats de location ayant les mêmes caractéristiques au sein de son portefeuille;
- elle a retenu l'exception lui permettant de ne pas comptabiliser les actifs et les passifs liés au droit d'utilisation dont la durée du contrat de location est inférieure à 12 mois;
- elle a retenu l'exception lui permettant de ne pas comptabiliser les actifs et les passifs liés au droit d'utilisation pour les contrats de peu de valeur, à savoir de moins de 5 000 \$;
- elle a évalué rétrospectivement la durée de chaque contrat de location selon que le contrat prévoyait ou non des options de prolongation ou de résiliation.

À titre de bailleur, la Société continuera de classer les sous-locations à titre de contrats de location simple ou de location-financement, après avoir réévalué la nature des sous-locations à la faveur de la transition à IFRS 16. Selon IFRS 16, ce classement est déterminé par référence à l'actif lié au droit d'utilisation plutôt qu'à l'actif sous-jacent. La comptabilisation du bailleur est également demeurée essentiellement inchangée par rapport à IAS 17, et la Société continue de comptabiliser les produits locatifs tirés de contrats de location simple.

Au 1^{er} avril 2019, l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société se traduit par la comptabilisation d'un montant de 8,5 millions de dollars liés aux actifs et aux passifs liés au droit d'utilisation. Par suite de l'adoption d'IFRS 16, les intérêts et l'amortissement des immobilisations corporelles de la Société ont augmenté, tandis que les charges locatives ont diminué de manière à ne rendre compte que des charges opérationnelles liées à des contrats de location de locaux à bureaux.

Le tableau ci-après présente les variations du 31 mars au 1^{er} avril 2019 :

	Au 31 mars 2019	Ajustement au titre d'IFRS 16	Au 1 ^{er} avril 2019
Actif			
Actifs courants	37 181 \$	- \$	37 181 \$
Actifs liés au droit d'utilisation	-	8 501	8 501
Actifs non courants	16 712	8 501	25 213
Total de l'actif	53 893 \$	8 501 \$	62 394 \$
Passif			
Partie courante de l'obligation locative liée au droit d'utilisation	- \$	1 779 \$	1 779 \$
Passifs courants	16 607	1 779	18 386
Obligation locative liée au droit d'utilisation	-	6 772	6 722
Passifs non courants	25 402	6 772	32 124
Total du passif	42 009 \$	8 551 \$	50 510 \$
Capitaux propres			
Résultats non distribués	11 884 \$	- \$	11 884 \$
Total des capitaux propres	11 884	-	11 884
Total du passif et des capitaux propres	53 893 \$	8 501 \$	62 394 \$

Le montant des engagements relatifs aux contrats de location simple pour des locaux à bureaux a été éliminé parce qu'ils sont tous considérés comme des contrats de location en vertu de l'IFRS 16 et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

NOTE 6 : NOUVELLE NORME IFRS RÉVISÉE PUBLIÉE, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Au cours du trimestre, ni l'IASB ni le comité d'interprétation des IFRS n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations qui pourraient avoir une incidence sur la Société dans l'avenir.

NOTE 7 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, de Provinces (y compris les obligations régionales et municipales) et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 4,92 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85 % à 7,22 %), de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 1,81 % à 2,82 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de 2019 à 2031 et celles des CPG, de 2019 à 2023, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements de la Société est constituée d'instruments échéant sous 12 mois.

	Au 30 septembre 2019	Au 31 mars 2019
Partie courante	2 381 \$	2 502 \$
Partie non courante	13 971	15 602
Total	16 352 \$	18 104 \$

	Au 30 septembre 2019	Au 31 mars 2019
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations :		
du Canada	- \$	502 \$
des Provinces	6 654	6 972
de sociétés	2 708	3 755
Total des obligations	9 362	11 229
Certificats de placement garanti	6 875	6 875
Fonds communs de placement	115	-
Total	16 352 \$	18 104 \$

	Au 30 septembre 2019	Au 31 mars 2019
Juste valeur		
Obligations :		
du Canada	- \$	510 \$
de Provinces	7 071	7 332
de sociétés	3 155	3 977
Total des obligations	10 226	11 819
Certificats de placement garanti	6 962	6 912
Fonds communs de placement	115	-
Total	17 303 \$	18 731 \$

NOTE 8 : PRODUITS DIFFÉRÉS

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque, à la date de clôture, le montant facturé pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Pour la période close le 30 septembre 2019, les produits différés s'élèvent à 1 062 \$, contre néant au 31 mars 2019. Des différences temporaires peuvent se produire à l'égard de contrats de services à forfait au cours de périodes données de l'exercice financier, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 30 septembre 2019	Au 31 mars 2019
Coût	5 367 \$	5 158 \$
Moins le cumul des amortissements	4 556	4 320
Valeur comptable nette	811 \$	838 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs		
Matériel informatique	400 \$	590 \$
Mobilier et agencements	200	239
Améliorations locatives	211	9
Valeur comptable nette	811 \$	838 \$

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2019	2 643 \$	953 \$	1 562 \$	5 158 \$
Plus les acquisitions	-	-	209	209
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 30 septembre 2019	2 643 \$	953 \$	1 771 \$	5 367 \$

Les variations liées au cumul des amortissements sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2019	2 053 \$	714 \$	1 553 \$	4 320 \$
Plus l'amortissement	190	39	7	236
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 30 septembre 2019	2 243 \$	753 \$	1 560 \$	4 456 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

NOTE 10 : ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les actifs liés au droit d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux, des installations pour le matériel informatique et des copieurs multifonctionnels. Des éléments d'actifs loués de l'exercice précédent ont été additionnés au solde d'ouverture pour le calcul du total. Au 1^{er} avril 2019, les acquisitions découlant d'IFRS 16 *Contrats de location* totalisent 8 501 \$, comme l'indique la note 5, auxquelles s'ajoutent des actifs loués existants de 141 \$ reclassés parmi les actifs liés au droit d'utilisation pour un total de 8 642 \$.

	Au 30 septembre 2019	Au 1 ^{er} avril 2019
Coût	9 223 \$	8 642 \$
Plus les cessions		
Moins le cumul des amortissements	(999)	-
Valeur comptable nette	8 224 \$	8 642 \$

Coût

Solde au 1 ^{er} avril 2019	8 642 \$
Plus les acquisitions	675
Moins les cessions	(94)
Solde au 30 juin 2019	9 223 \$

Cumul des amortissements

Solde au 1 ^{er} avril 2019	-
Plus les amortissements	1 093
Moins les cessions	(94)
Solde au 30 septembre 2019	999 \$

NOTE 11 : OBLIGATION LOCATIVE AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION

	Au 30 septembre 2019	Au 1 ^{er} avril 2019
Partie courante	1 180 \$	1 859 \$
Partie non courante	7 138	6 789
Valeur comptable nette	8 318 \$	8 648 \$

Solde au 1^{er} avril 2019	8 648 \$
Moins les paiements de la période	(1 102)
Plus l'acquisition d'un actif lié au droit d'utilisation	675
Plus les charges d'intérêts	97
Solde de clôture au 30 septembre 2019	8 318 \$

NOTE 12 : AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUX AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses employés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 30 septembre 2019	Au 31 mars 2019
Partie courante des avantages du personnel	2 954 \$	2 863 \$
Partie non courante des avantages du personnel	26 585	25 335
Total des avantages du personnel	29 539 \$	28 198 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2018-2019*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 1^{er} avril 2017. La prochaine est prévue pour avril 2020.

NOTE 13 : COMPTABILISATION DES PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

La Société tire ses produits de la prestation de services de gestion des marchés, de planification de projets, d'approvisionnement et de gestion de biens immobiliers. Les produits sont comptabilisés une fois que les services sont rendus. La Société touche les paiements de ses clients selon un cycle de facturation mensuel conforme aux dispositions des accords sur les niveaux de service (ANS). Tous les ANS ont une durée équivalant à l'exercice financier, et ils sont renégociés et conclus chaque année en fonction de la nature du financement pour les clients. À chaque exercice, selon les besoins, des ANS existants peuvent être révisés et de nouveaux ANS, conclus.

Les ANS sont assortis de prix fondés sur le temps de travail (prix horaires) ou réalisés à forfait (prix forfaitaires). Dans le cas des ANS à prix horaires, les clients et la Société conviennent d'un certain nombre d'heures de service que le personnel de la Société s'engage à fournir au client durant l'année. Les services fournis au cours d'un mois donné sont facturés mensuellement au client à partir du temps réellement passé au travail et selon les taux de facturation convenus dans l'ANS en cause. En ce qui concerne les ANS à forfait, un montant fixe, convenu dans l'ANS, est facturé chaque mois au client. La plupart des ANS ont des modalités de paiement standards à 30 jours.

Étant donné que de nouveaux ANS sont conclus chaque année, il n'existe pas de passifs qui soient liés à des paiements reçus par anticipation ni d'actifs liés à l'exécution de l'ANS avant la perception de paiements. Il n'existe aucun risque de mauvaises créances parce que, dans le cadre des ANS, la Société facture les services déjà rendus aux clients et que la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige des entités publiques qu'elles s'acquittent de tous les services valides qui leur sont facturés.

La Société ne tire pas de produits de la vente de biens ni de la réception de dividendes ou de redevances.

13.1 FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

La Société recouvre, auprès de ses clients, sans majoration, les frais de déplacement et décaissements liés à la prestation de services dans le cadre des ANS.

13.2 PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement et la méthode du taux d'intérêt effectif.

13.3 LOCAUX

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région.

Trimestre clos le
30 septembre 2019

Région	Secteur d'activité						
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 212 \$	861 \$	300 \$	284 \$	148 \$	291 \$	4 096 \$
Québec	1 912	1 119	292	315	209	294	4 141
Capitale nationale	1 033	1 972	1 149	109	64	243	4 570
Ontario	3 157	1 355	388	467	767	384	6 518
Ouest	3 649	1 931	143	676	327	317	7 043
Siège social	32	1	–	187	204	–	424
Total des produits, par secteur d'activité	11 995 \$	7 239 \$	2 272 \$	2 038 \$	1 719 \$	1 529 \$	26 792 \$

Semestre clos le
30 septembre 2019

Région	Secteur d'activité						
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	4 504 \$	1 991 \$	628 \$	643 \$	305 \$	580 \$	8 652 \$
Québec	4 359	2 451	656	653	498	593	9 210
Capitale nationale	1 964	4 183	2 398	398	184	522	9 649
Ontario	6 742	2 873	798	978	1 490	835	13 446
Ouest	7 524	4 088	298	1 409	793	615	14 727
Siège social	62	4	–	267	502	–	836
Total des produits, par secteur d'activité	24 887 \$	15 590 \$	4 778 \$	4 348 \$	3 772 \$	3 145 \$	56 520 \$

Trimestre clos le 30 septembre 2018

Secteur d'activité

Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 178 \$	983 \$	286 \$	331 \$	171 \$	237 \$	4 186 \$
Québec	1 876	1 062	388	378	329	334	4 367
Capitale nationale	807	1 774	1 180	288	120	277	4 446
Ontario	3 274	1 272	276	542	554	376	6 294
Ouest	3 551	1 817	294	605	432	227	6 926
Siège social	41	–	–	10	243	–	294
Total des produits, par secteur d'activité	11 727 \$	6 908 \$	2 424 \$	2 154 \$	1 849 \$	1 451 \$	26 513 \$

Semestre clos le 30 septembre 2018

Secteur d'activité

Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	4 497 \$	2 045 \$	539 \$	678 \$	348 \$	468 \$	8 575 \$
Québec	4 021	2 382	845	749	679	680	9 356
Capitale nationale	1 513	3 660	2 373	608	266	579	8 999
Ontario	6 783	2 563	557	1 007	1 237	771	12 918
Ouest	7 097	3 876	582	1 131	828	496	14 010
Siège social	79	–	–	16	513	–	608
Total des produits, par secteur d'activité	23 990 \$	14 526 \$	4 896 \$	4 189 \$	3 871 \$	2 994 \$	54 466 \$

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires

Région	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018
Atlantique	1 208 \$	1 343 \$	2 714 \$	2 675 \$
Québec	1 290	953	2 689	2 062
Capitale nationale	4 499	4 352	9 552	8 738
Ontario	1 840	1 629	3 783	3 430
Ouest	1 475	1 559	3 249	3 246
Siège social	341	269	710	558
Total des produits horaires	10 653 \$	10 105 \$	22 697 \$	20 709 \$

Produits forfaitaires

Région	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018
Atlantique	2 888 \$	2 843 \$	5 938 \$	5 900 \$
Québec	2 851	3 414	6 521	7 294
Capitale nationale	71	95	97	261
Ontario	4 678	4 665	9 663	9 488
Ouest	5 568	5 367	11 478	10 764
Siège social	83	24	126	50
Total des produits forfaitaires	16 139 \$	16 408 \$	33 823 \$	33 757 \$

Total des produits	26 792 \$	26 513 \$	56 520 \$	54 466 \$
---------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

NOTE 14 : CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018
Honoraires	724 \$	189 \$	1 253 \$	401 \$
Formation et perfectionnement	162	257	484	551
Entretien de logiciels	262	334	553	679
Coûts de fonctionnement d'installations louées	249	–	469	–
Téléphonie et communications	226	176	417	373
Frais de déplacement	100	73	266	238
Services, fournitures et matériel de bureau	100	62	163	114
Infonuagique	241	26	292	26
Location de matériel	194	29	242	32
Réinstallations	192	39	230	54
Accueil	44	33	77	82
Services client et communications	32	31	50	60
Impression et papeterie	19	24	34	37
Mobilier et agencements	193	27	205	48
Abonnements et adhésions	21	13	30	30
Matériel informatique	9	28	16	34
Affranchissement et transport de marchandises	6	9	14	15
Logiciels	5	20	9	37
Recrutement	19	6	22	33
Loyers	–	460	–	883
Autres	8	4	11	19
	2 806 \$	1 840 \$	4 837 \$	3 746 \$

NOTE 15 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Pour le deuxième trimestre de 2019-2020, les produits tirés des services facturés et les recouvrements au titre des frais de déplacement et décaissements totalisent 28 268 \$, contre 27 524 \$ pour le deuxième trimestre de 2018-2019. Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, ces produits et recouvrements totalisent 58 392 \$, contre 56 308 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces produits sont tirés de la prestation de services au MDN (Agence de logement des Forces canadiennes comprise), au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services publics et Approvisionnement Canada et à Services partagés Canada.

La Société a engagé des charges de 104 \$ à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada pour le cumul de l'exercice 2019-2020 à ce jour, contre 8 \$ pour la période correspondante de 2018-2019.

	Au 30 septembre 2019	Au 31 mars 2019
Créances		
Ministère de la Défense nationale	22 514 \$	19 522 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 625	1 667
Centre de la sécurité des télécommunications Canada	237	137
Services partagés Canada	26	(6)
Services publics et Approvisionnement Canada	2	1
	24 404 \$	21 321 \$
Dettes		
Services partagés Canada	10 \$	5 \$
Ministère de la Justice	94	3
	104 \$	8 \$

15.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les administrateurs) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Semestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2018
Avantages à court terme	884 \$	884 \$	1 761 \$	1 763 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	127	111	284	251
Total	1 011 \$	995 \$	2 045 \$	2 014 \$

NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS

16.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 septembre 2019, 12 réclamations étaient en cours, toutes liées au MDN, d'une valeur globale de 10 373 \$, alors qu'au 31 mars 2019, il y avait 13 réclamations en cours, toutes liées au MDN, d'une valeur globale de 10 418 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.